

ORDONNANCE
relative à la demande de maintien en
hospitalisation complète

Alice GUILLOUX
vice-président, juge des libertés et de la
détenation

N°RG : N° RG 20/00675 - N° Portalis
DBYB-W-B7E-MUPL

Minute n° : 20/00527

Nous Alice GUILLOUX, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détenation assistée de Jessica GIROIX, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 11 Juin 2020 à la demande de **Monsieur**

concernant : **Madame**
née le

Vu la saisine en date du 17 Juin 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 18 Juin 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 19 Juin 2020,

Après avoir entendu, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, **Madame** assistée de Me Aurore CALAS, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement par Me Aurore CALAS ,

L'avocat de l'intéressée a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec **Madame**

L'intéressée a été informée qu'elle peut elle-même consulter la procédure.

L'intéressée déclare : je voulais savoir pour quelles raisons je suis ici. Comme j'ai dit aux avocats, je suis quelqu'un qui a un mental bien. Suite à un cauchemar je me suis agité et ça a pris cette ampleur. Mon frère a fait appel à l'ambulance car il a vu que j'étais agité. Suite à l'hospitalisation à La Peyronie, je suis restée deux jours, je trouve que c'est pas normal, ils auraient du m'envoyer à l'hôpital psychiatrique. Je me suis rétablie mentalement et physiquement. J'aimerais que vous leviez cette hospitalisation. Je ne suis pas contre de voir un psychiatre ou psychologue dehors. Oui j'ai eu une modification de mon traitement. J'avais demandé un allègement du traitement, depuis cet allègement je me sens mieux.

Entendu le conseil de l'intéressée en ses observations : c'est la première fois que ça arrive. Elle se sent bien. Elle souhaiterait sortir mais avec un accompagnement. Elle a été hospitalisée à l'hôpital La Peyronnie le 09 juin. Mais la demande d'admission à Euzières a été faite le 11 juin. Elle est restée pendant deux jours dans un statut pas légal pendant ces deux jours. A mon sens, c'est une irrégularité.

L'intéressée déclare : Je ne veux pas rester. Les gens parlent en disant des choses bizarres, ils mangent des cigarettes. Si je reste, je vais retomber malade.

La décision est mise en délibéré au 22 juin 2020 dans l'après-midi.

MOTIFS DE LA DECISION

Sur la régularité de la procédure :

L'avocate de Madame soutient que l'admission en soins psychiatriques sous contrainte est intervenue tardivement, deux jours après l'établissement du certificat médical aux urgences.

L'article L.3212-1 du code de la santé publique prévoit que, sur demande d'un tiers, "la décision d'admission est accompagnée de deux certificats médicaux circonstanciés datant de moins de quinze jours, attestant que les conditions prévues aux 1° et 2° du I du présent article sont réunies".

L'article L. 3212-3 du code de la santé publique prévoit que : "En cas d'urgence, lorsqu'il existe un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade, le directeur d'un établissement mentionné à l'article L. 3222-1 peut, à titre exceptionnel, prononcer à la demande d'un tiers l'admission en soins psychiatriques d'une personne malade au vu d'un seul certificat médical émanant, le cas échéant, d'un médecin exerçant dans l'établissement."

En l'espèce, le certificat médical d'admission en urgence en soins psychiatriques à la demande d'un tiers du docteur CHAREF Ali en date du 9 juin 2020 mentionne : "Admise aux urgences pour trouble du comportement. L'examen ne retrouve pas d'antécédent psychiatrique. Rapporte depuis 3 semaines des idées délirantes de mécanismes intuitif et interprétatif de thématiques mystique et persécutoire. Avec comme persécuteur désigné sa mère. L'adhésion au vécu délirant est totale et la critique inaccessible. D'autre part elle présente une désorganisation comportementale et émotionnelle intense. A noté une tentative de défenestration la veille, que la patiente ne parvient pas à expliquer mais représentant un danger imminent pour la vie de la patiente".

Si les termes de ce certificat caractérisent bien un risque grave d'atteinte à l'intégrité de la patiente, l'article L. 3212-3 n'autorise le directeur d'un établissement à admettre un patient en soins psychiatriques contraints sur la base d'un seul certificat qu'à titre exceptionnel, en cas d'urgence. Or, Madame n'a été admise en soins psychiatriques contraints que le 11 juin 2020, deux jours après l'établissement du certificat médical du docteur CHAREF. Il n'existait donc pas une urgence telle qu'elle empêchait l'établissement d'un second certificat médical, comme prévu par l'article L.3212-1 du code de la santé publique.

Il convient en conséquence de considérer que l'admission de Madame en soins psychiatriques contraints le 11 juin 2020 au vu d'un seul certificat médical n'est pas régulière, l'urgence n'étant plus caractérisée deux jours après le premier certificat pour déroger à l'établissement d'un second certificat médical.

Cette irrégularité a porté atteinte aux droits de Madame qui a été privée de liberté sans la garantie offerte par un double regard médical sur ses troubles mentaux.

Il convient en conséquence de rejeter la requête et de constater la main-levée de la mesure d'hospitalisation.

Toutefois, au vu de la nécessité des soins décrite dans l'avis médical motivé de saisine du docteur Françoise GELLY en date du 16 juin 2020, la mainlevée pourra être différée d'une durée maximale de 24 heures à compter de la notification de l'ordonnance, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1.III du code de la santé publique, pour permettre au directeur d'établissement de prendre, le cas échéant, un programme de soins.

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,


Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Madame et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

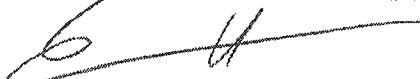
Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 22 Juin 2020 par Alice GUILLOUX, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Jessica GIROIX, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification le 22 Juin 2020 :


- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Madame par l'intermédiaire du CHU
- Me Aurore CALAS par courriel
- Monsieur par lettre simple

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 22 juin 2020 à 15H00

Le greffier



Nous,

 Procureur de la République, déclarons :

- ☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision
- ☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature

